

Portugal : il faut s'attendre au pire

Category: International

écrit par jmfouquer | 3 avril 2024

Au vu des résultats des législatives portugaises, nos camarades du Bloc de gauche sont inquiet·ètes. Dans trois domaines majeurs (santé, éducation et travail) les ministres nommés ont des positions favorables à la déréglementation, ont soutenu les réductions de salaires et de pensions ou la privatisation de services publics essentiels.

On ne peut s'attendre qu'au pire de la part de ce gouvernement.

Par **François Préneau** (à partir du site du Bloc de gauche esquerda.net), le 3 avril 2024.

Trois semaines après les élections législatives, le nouveau gouvernement de droite de Luis Montenegro¹https://www.wikiwand.com/fr/Lu%C3%ADs_Montenegro vient d'être investi mardi 2 avril. Minoritaire à l'Assemblée de la République avec 80 sièges, pris en tenaille entre le PS (78 députés) et l'extrême-droite Chega²<https://www.wikiwand.com/fr/Chega> (50 députés), le gouvernement de Luis Montenegro (PSD³[https://www.wikiwand.com/fr/Parti_social-d%C3%A9mocrate_\(Portugal\)](https://www.wikiwand.com/fr/Parti_social-d%C3%A9mocrate_(Portugal))) ne peut tenir qu'avec l'accord implicite des socialistes ou le soutien explicite de Chega. Pour l'instant, Montenegro essaie de jouer sur les deux tableaux, en appelant à la responsabilité du PS – avec qui il s'est mis d'accord sur une présidence tournante de l'Assemblée de la République – et en donnant des gages à droite toute à Chega. C'est ce que pointent, à juste titre, nos camarades du Bloc de gauche (5 députés), qui multiplient les rencontres avec toutes les

forces de gauche pour l'organisation d'un puissant 25 avril de résistance, à l'occasion du 50^e anniversaire de la Révolution des

œillet⁴https://www.wikiwand.com/fr/R%C3%A9volution_des_œillets.

« On ne peut s'attendre qu'au pire de la part de ce gouvernement » (Mariana Mortagua)

Mariana Mortagua – députée et coordinatrice nationale du Bloc de gauche – estime que « dans trois domaines centraux – Santé, Éducation, Travail – nous avons des ministres avec des positions en faveur de la dérégulation ». Par le passé, ils ont soutenu des réductions de salaires et de pensions, ou la privatisation de services publics essentiels.

Lors d'une conférence de presse – tenue la veille de l'investiture de Montenegro – Mariana Mortagua a souligné que les ministres récemment nommés du gouvernement PSD-CDS, dans des portefeuilles tels que le Travail, la Santé et l'Éducation, ont pris des positions en faveur des réductions salariales et des privatisations. Elle a indiqué que, par conséquent, « on ne peut s'attendre qu'au pire de la part de ce gouvernement ». Elle a exprimé son « énorme inquiétude » face à un exécutif élu sur la base d'un programme électoral dans lequel il n'y a « aucune idée sur la façon de résoudre la crise du logement et du NHS (Système national de santé) » ou « sur la manière d'augmenter les salaires et de lutter contre la précarité ». Ces inquiétudes augmentent « lorsque nous regardons les principaux ministres chargés des portefeuilles des problèmes centraux ».

Ainsi la nouvelle ministre de la Santé, Ana Paula Martins, qui, alors qu'elle était présidente du conseil d'administration de l'hôpital Santa Maria, a été responsable de la fermeture du service d'obstétrique, alléguant « des travaux qui n'allaient même pas avoir lieu à l'époque dans ce bâtiment ». Cela « a fini par entraîner la démission d'une

partie de l'équipe » du service, se souvient la députée du Bloc de gauche. En outre, la ministre « défend la privatisation de l'accès aux soins de santé », une position sur laquelle elle « n'a aucun scrupule », affirmant que « l'accès aux soins de santé devrait être privatisé, partagé avec le secteur privé ».

Autre personnalité, Fernando Alexandre, le futur ministre de l'Éducation et de l'enseignement supérieur, « à ma connaissance », indique Mariana Mortagua, « il n'a pas de position sur l'éducation » et son bilan est « très éloigné » de ce domaine, alors qu'il est désormais titulaire de « l'un des portefeuilles les plus importants », avec « des problèmes aussi graves dans la carrière des enseignants », les questions salariales et la capacité d'embauche. Alexandre « a défendu la suppression définitive du 14^e mois pour tous les fonctionnaires, non pas temporairement, mais définitivement, et il a également défendu la suppression définitive d'un mois sur les pensions supérieures à 1 500 euros ». Et à l'époque de la troïka, « il pensait que c'était une bonne façon pour les gens de mettre les pieds sur terre et de se rendre compte qu'à l'avenir les pensions seront moins élevées ».

À propos de Maria do Rosário Palma Ramalh, dorénavant ministre du Travail, Mariana Mortágua évoque un programme « d'attaque de toutes les avancées du droit du travail et de défense de la dérégulation du travail », avant de conclure que « dans trois domaines centraux – Santé, Éducation, Travail – nous avons trois ministres avec des positions en faveur de la dérégulation, avec des positions dans le passé en faveur de la réduction des salaires, de la réduction des pensions, avec des positions en faveur de la privatisation de services publics essentiels ».

Un dirigeant d'extrême-droite à la vice-présidence de l'Assemblée

Il dirigeait une organisation terroriste, aujourd'hui il est

vice-président de l'Assemblée de la République. Le PSD a approuvé le candidat de Chega au poste de vice-président : Pacheco Amorim faisait partie du réseau des poseurs de bombes du MDLP contre le 25 avril.

Après des tentatives infructueuses lors de la précédente législature, Chega a réussi à obtenir suffisamment de voix des députés PSD pour que Diogo Pacheco de Amorim soit élu à la vice-présidence de l'Assemblée de la République, par 129 votes pour, 97 votes blancs et un vote nul. Avant le vote, Ventura, le leader de Chega, avait menacé d'un « règlement de compte » si son candidat n'était pas élu à la vice-présidence.

Au sein du groupe parlementaire de la dernière législature, Diogo Pacheco de Amorim était le seul des députés de Chega à connaître parfaitement l'hémicycle, ayant remplacé l'unique député Ventura lors de la campagne municipale. Considéré comme l'« idéologue » de Chega et, avant lui, de Nova Democracia de Manuel Monteiro, il a copié une partie du programme pour le parti d'extrême droite. L'activité de Pacheco de Amorim dans ce domaine politique remonte à la dictature. Avec José Miguel Júdice, il a formé le « Groupe Cidadela » à l'université de Coimbra, qui se revendiquait du « nationalisme révolutionnaire » pour défendre le colonialisme contre les étudiants qui réclamaient la décolonisation.

Après le 25 avril, il a rejoint le groupe terroriste *Movimento Democrático de Libertação de Portugal* (MDLP), dont les attentats à la bombe ont tué le père Max et la jeune Maria de Lurdes, entre autres. Pacheco de Amorim a toujours nié être directement impliqué dans les attentats, affirmant faire partie de la branche « politique » de ce groupe terroriste en exil à Madrid. Il a ensuite rejoint le projet politique du général Kaúlza de Arriaga, l'un des « ultras » de la dictature, au sein du Mouvement indépendant pour la reconstruction nationale (MIRN). Il a rejoint le CDS dans les années 1980, en tant que conseiller de Freitas do Amaral dans le premier gouvernement AD. En 1995, sous la direction de

Manuel Monteiro, il est devenu chef de cabinet du groupe parlementaire et a fondé avec lui *Nova Democracia*, dont il a rédigé le programme.

En 2022, lorsqu'il avait été proposé pour la première fois comme candidat à la vice-présidence du Parlement, Pacheco de Amorim avait vu réapparaître certaines de ses déclarations passées qui lui ont valu des accusations de racisme. Par exemple, lorsqu'il affirmait que « les gens de toutes les races sont les bienvenus au Portugal tant qu'ils respectent notre race ». Interrogé sur *Rádio Observador* en 2022, il avait insisté sur le fait que « notre couleur d'origine est le blanc » et que « notre race est caucasienne », mais vu qu'il existe « différentes races et différentes couleurs », cela « n'implique aucune supériorité de l'une sur l'autre, ce que cela implique, c'est qu'il doit y avoir un respect mutuel ».

Le nouveau vice-président du Parlement ne nie pas ce sombre passé politique et tient à le dire à la nouvelle génération de militants d'extrême droite. Lors d'une session sur le « *Hot Summer* » pour les jeunes membres de Chega en 2021, il a ainsi déclaré que depuis lors, sa position politique « *a peu évolué, elle a toujours été la même. Je continue à penser de la même manière, en m'adaptant à l'évolution des choses, il y a des changements que nous faisons, mais en gardant essentiellement la même chose.* » Et il a prédit que « *l'été chaud recommence au Portugal. L'histoire se répète* ». Il critique les écoles publiques contrôlées par la gauche et les communistes qui « endoctrinent les jeunes dès la première année », sans oublier les cours de journalisme où Pacheco de Amorim assure que « les professeurs sont d'extrême gauche ».

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

▪ **Note sur les élections au Portugal**